

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Février 2005 : n° 36

Editorial

En attendant l'Europe

Au moment où une grande partie des Français cherchent encore leur voie avant de prendre une décision sur le projet de Constitution européenne qui va leur être soumis par référendum, il nous a semblé utile de présenter quelques éléments complémentaires de réflexion.

Et, d'abord, de préciser que nos amis Gaullistes sociaux sont désormais déterminés, à la quasi unanimité, à se prononcer contre ce texte, jugé confus, ambigu, dangereux dans l'esquisse des «avancées» fédéralistes qu'il comporte, même si elles ne sont pas clairement avouées. Après la fiction, qui semble avoir fait son temps, de la «fédération des Etats-nations», peut-on, en effet, accepter l'hypocrisie de ceux qui prétendent mettre en place, sans en préciser les contours, une «politique extérieure commune»? Car de deux choses l'une : ou bien, compte tenu des oppositions provoquées parmi les pays européens par la guerre d'Irak, il ne peut s'agir que d'un vœu pieux ; ou bien, ce serait la première étape de l'effacement international, c'est-à-dire de la disparition, à terme, de nos nations, en particulier de la France.

Loin de ces contournements embarrassés et de ces incertitudes, nous resterons, pour notre part, fidèles à la perspective gaullienne d'une authentique Confédération qui permettrait de marier la diversité de nos patries et la volonté de parvenir ensemble, progressivement, à l'unité d'objectifs qui leur seraient communs. Ce qui nous conduira à un «non» positif et raisonné, bien différent des excommunications irresponsables des ayatollahs des extrêmes : car, après avoir taillé, il faudra recoudre pour parvenir à cette Europe du réel et du possible que nous voulons.

Nous n'ajouterons à cette analyse, que nous développerons dans les mois à venir, qu'une mise en garde : celle que nous adressons au président de la République et au gouvernement lorsque nous les voyons s'engager avec une telle ardeur – contrairement aux promesses faites – pour le «oui» à ce référendum. Ils prennent ainsi le risque d'en adultérer la signification en permettant toutes les interférences partisans.

Ce qui serait grave pour tout le monde étant donné l'ampleur de l'enjeu.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.
Ce n'est pas la gauche,
la France.
Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“ *Chacun convient certainement qu'une réussite quelque peu différée
vaut mieux qu'un achèvement rapide mais fâcheux.* ”

Charles de Gaulle - discours de Bayeux, 16 juin 1946.

NOTRE MEMOIRE

Notre Mémoire

Dans sa conférence de presse du 14 novembre 1949, le général de Gaulle avait défini sans ambiguïté sa conception de la construction de l'Europe, dont l'unité, éminemment souhaitable à ses yeux, ne pourrait se réaliser que sous la forme d'une Confédération. S'exprimant en pleine guerre froide, il souhaitait que cette organisation émane de la volonté des peuples européens :

«L'organisation de l'Europe est une chose énorme, extrêmement difficile et qui, à mon sens, implique un acte de foi populaire. Les institutions de l'Europe doivent naître des Européens, c'est-à-dire d'une manifestation démocratique, par le suffrage universel, des citoyens de l'Europe. Il faut poser à ces citoyens trois questions :

- «Voulez-vous qu'on fasse l'unité de l'Europe, notamment du point de vue

de son économie, de sa culture et de sa défense ?»

- «Voulez-vous que l'on constitue un organe confédératif des peuples de l'Europe pour gérer cette unité ?»

- «Pour élaborer les institutions européennes, voulez-vous nommer une Assemblée ?»

Je suis convaincu que, si l'on posait aux peuples ces trois questions, on en tirerait deux avantages immenses.

Le premier serait de créer parmi les Européens, qui souffrent, qui se regardent les uns les autres, qui sentent confusément qu'en se mettant ensemble ils retrouveraient leur grandeur, leur sécurité, leur prospérité, une manifestation de volonté populaire vers l'union qui serait extrêmement importante.

La deuxième serait qu'on pourrait voir quels peuples veulent et lesquels ne veulent pas. Alors, on saurait à quoi s'en tenir et l'on pourrait commencer».

Discours et Messages

Edition Plon, tome II, p. 325-6.

DIALOGUES

Dialogues

1 *Que pensez-vous des perspectives de la politique extérieure des Etats-Unis, telles que vient de les envisager M. Bush au début de son nouveau mandat ?*

La Lettre d'Argos : La «déclaration de démocratie» au monde que vient de faire la nouvelle secrétaire d'Etat américaine, Mme Rice, et que M. Bush a, pour l'essentiel, confirmée en prenant ses fonctions, peut apparaître à première vue comme un progrès par rapport aux initiatives guerrières du président des Etats-Unis qui avaient marqué son précédent mandat. Ne pourrait-on, en effet, en conclure que la diplomatie, même musclée, devrait désormais remplacer le canon ?

Il semble en réalité que cet espoir devrait demeurer vain.

D'abord, parce que la liste des Etats stigmatisés comme «piliers de la tyrannie» est elle-même pour le moins arbitraire, puisqu'elle a été dressée par le seul gouvernement américain, sans consultation des Nations Unies, des organisations internationales intéressées, ni même des alliés de l'Amérique : des alliés dont le département d'Etat se réserve pourtant de requérir l'aide, et même de façon pressante s'il en ressent le besoin, pour sortir des impasses où il se met.

Et surtout, parce qu'il n'est jamais facile d'importer dans un pays un modèle étranger, que l'on y emploie la «carotte» ou le «bâton», même si l'idéal démocratique est en cause : les exemples de l'Allemagne et du Japon en 1945 sont là pour nous le rappeler. Il est vrai que la «révolu-

tion ukrainienne» a beaucoup dû à l'influence des Etats-Unis : mais le besoin de démocratie existait aussi, à l'évidence, dans une partie au moins de la population de l'Ukraine, ne serait-ce qu'en réaction contre la tutelle russe.

Il reste que la politique de M. Bush est en train de trouver, en Irak, son heure de vérité. Sera-t-elle celle de Gribouille ? Certes, les résultats de la consultation du 30 janvier, bien qu'elle ait été effectuée sous protection militaire, ont montré que le pire n'était jamais sûr. Il appartient maintenant aux Irakiens, et à eux seuls, de prouver au monde s'ils apprécient, ou non, la saveur de la démocratie ou s'ils se préparent seulement à remplacer la dictature de Saddam Hussein par la domination sans partage des Chiïtes.

2 *Après le sommet de Ouagadougou, peut-on faire un bilan de l'état de la Francophonie dans le monde ?*

La Lettre d'Argos : Pour son Xe sommet, la Francophonie est revenue en Afrique. Après Hanoï, Moncton, Beyrouth, le sommet de Ouagadougou a réuni une Francophonie plus politique dans un continent gravement menacé, ici et là, de déstabilisation. Il était temps. La tragédie de Bouaké, précédant de peu le sommet, a marqué les débats et rappelé à la communauté francophone l'ampleur des nouveaux défis.

La Francophonie est, cependant, mieux préparée : elle est conduite par un secrétaire général ; elle est reconnue comme organisation régionale au titre de la charte des Nations unies ; elle dispose de nouveaux moyens avec le développement de la Délégation aux droits de l'homme et à la démocratie, et de nouvelles procédures de réaction depuis la conférence de Bamako en 2000 ; elle semble désormais mieux dirigée par l'adoption d'un cadre stratégique décennal. La situation des Etats africains, la proximité de l'Europe ont rendu évidente et nécessaire l'ouverture de ces nouveaux domaines d'intervention. Ils ne l'éloignent pas, pour autant, des objectifs culturels fondateurs. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est particulièrement active dans la préparation de la convention pour la diversité culturelle au sein de l'UNESCO. Et la déclaration finale de ce sommet renouvelle sa volonté d'exception des biens culturels des accords de libéralisation signés au sein de l'O.M.C. : pour mémoire, on se souviendra qu'en 1993, au sommet de Maurice, la Francophonie avait soutenu avec éclat l'excep-

tion culturelle. Enfin, le prochain sommet qui se tiendra en 2006 à Bucarest aura pour thème l'éducation.

Quoiqu'il en soit, la Francophonie assaillie de toutes parts en ce début de siècle, en Afrique comme en Europe ou au Canada, ne peut reposer sur une seule organisation intergouvernementale dont les moyens, au demeurant, restent modestes et dont les politiques dépendent des engagements des chancelleries. Elle sera un formidable porte-voix et l'un des acteurs de la diversité linguistique et donc de nos destins, mais son existence ne peut exonérer les Etats d'une politique francophone active... à commencer par celle que la France serait bien inspirée de mener prestement au sein de l'Union européenne. Le rapport de la Délégation générale à la langue française, remis au Parlement, enregistre, cette année encore, un recul sensible de notre langue au sein des institutions communautaires. A ce rythme et dans quelques années seulement, le français serait définitivement déclassé en Europe.

3 *Portez-vous un jugement sur le transfert, apparemment définitif, de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg ?*

La Lettre d'Argos : Oui, et il est totalement négatif. Ce n'est pas faire preuve d'un jacobinisme coupable que de le rappeler, une fois encore.

Sans doute retiendra-t-on comme une des absurdités de notre époque la décision du pouvoir actuel de transférer dans une capitale régionale – nonobstant sa vocation européenne – la formation du haut personnel de la fonction publique de l'Etat national. L'amitié et le respect que nous éprouvons pour Strasbourg ne diminue en rien, à nos yeux, le caractère aberrant de cette décision : d'autant que ce qu'il y avait de plus contestable dans le fonctionnement de l'E.N.A., à savoir les dispositions de son concours de sortie, n'a subi aucune modification.

Nous ne voulons pas croire que la décision du gouvernement procède du désir d'amoin-drir une Ecole devenue pour quelques « pense-petit » un symbole gênant, rappelant les ambitions du général de Gaulle et de Michel Debré à la Libération. Mais nous devons tout de même nous interroger sur l'idée de la France qui sous-tend cette délocalisation : est-ce encore celle d'une grande nation attachant son image au centre historique de son rayonnement, c'est-à-dire à Paris ; ou ne serait-ce pas plutôt celle d'un petit pays réduit



par la médiocrité des princes qui le gouvernement à ne plus être, comme l'écrivait cruellement François Mauriac en 1965, qu' «une province de la presqu'île Europe» ?

Notre choix est fait : ce n'est pas celui d'une France recroquevillée sur elle-même.

4 *Vous paraît-il légitime que l'attention de l'opinion publique ait été attirée avec autant d'insistance sur la libération du camp d'Auschwitz, il y a 60 ans ?*

La Lettre d'Argos : Tout à fait, puisque ce qui s'est passé à Auschwitz est resté unique, malgré les génocides qui ont, hélas, suivi, au Cambodge, au Rwanda, au Soudan. Unique et, selon la formule du philosophe Vladimir Jankelevitch, imprescriptible.

Ce devoir impérieux de mémoire s'imposera aussi, bien entendu, dans les mois prochains à l'ensemble des camps de concentration – et, en fait, d'extermination – dont l'horreur est apparue au cours des derniers soubresauts de l'Allemagne nazie. Et il ne saurait faire oublier les crimes du stalinisme peu à peu révélés, après 1946, à une opinion qui, pendant longtemps, ne voulut pas croire à la tragique réalité du Goulag.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, nous souhaitons que l'on joigne aux ultimes témoignages des survivants du peuple juif martyrisé le souvenir des résistants exemplaires, également déportés, que furent, entre autres, Edmond Michelet, Louis Terrenoire, Jacques Renouvin, Geneviève de Gaulle, David Rousset, et que sont toujours Jean Mialet, Germaine Tillion, le Père Sommet. Sans leur courage, sans le supplément d'âme que leur combat a apporté à un peuple encore bouleversé par les drames de l'occupation, notre pays ne se

serait pas retrouvé debout comme il l'a fait, à la Libération, en dépit de ses épreuves. Le masochisme que certains entretiennent aujourd'hui sur ce passé, en confondant plus ou moins consciemment la responsabilité des serviteurs de Vichy avec les réactions de la grande majorité de la population, nous est donc, à proprement parler, intolérable.

5 *L'état de controverse permanente qui s'établit à l'U.M.P vous semble-t-il durable ?*

La Lettre d'Argos : Il est certain que le groupe des partisans inconditionnels de M. Chirac au sein de ce mouvement, manifestement aidé de l'extérieur par l'entourage du chef de l'Etat, n'a pas ménagé ses critiques au nouveau président de l'U.M.P. Et il est vrai que les prises de position de M. Sarkozy, depuis le choix de la discrimination positive jusqu'au refus de l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne en passant par le projet de révision de la loi de 1905, subissent régulièrement le feu de jugements peu bienveillants.

Se dirige-t-on pour autant, comme l'a affirmé ce Mameluk du chiraquisme qu'est M. Jean-Louis Debré, vers une crise de régime ? Nous ne le pensons pas, bien que la virulence de ces conflits internes puisse en effet conduire à une véritable crise politique.

Certes, les institutions de la Ve République ont été fragilisées par l'instauration (que nous avons été presque seuls à rejeter) du quinquennat. Mais nous les croyons encore capables de résister à ce trouble jusqu'à ce que le peuple tranche souverainement de son destin : n'ont-elles pas montré, depuis 1958, ce mélange de solidité et de souplesse, qui a fait ses preuves ? ■

A nos abonnés, à nos lecteurs...

En ce début d'année 2005, nous nous permettons de renouveler notre appel à l'intention de chacun, pour qu'ils soutiennent notre action en prenant un abonnement à notre publication. Et nous leur rappelons qu'ils peuvent désormais utiliser notre site internet (<http://gaullismesocial.free.fr>) pour poursuivre et approfondir notre dialogue.



Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Février 2005, n° 7803